



## **CAMUS 2019**

### **des secrets bien gardés ou une transparence plus qu'opaque**

Le 8 novembre dernier, le secrétariat général du MCC organisait comme il s'y était engagé une visite du « Quadrilatère des Archives » afin que les agents puissent voir et/ou découvrir le site qui devrait être celui du redéploiement de l'administration centrale.

Pour une fois, dans le cadre du Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), renommé « CAMUS 2019 », l'administration tenait un de ses engagements. Et sans doute le seul.

Car depuis la première réunion « exceptionnelle » du 3 décembre 2015, où étaient présentés des plans flous (au sens littéral du terme) et sans échelle, les promesses de transparence, de communication de documents et de chiffres se suivent, se répètent et restent sans effet.

Nos demandes sont pourtant claires :

- un calendrier précis, au delà de celui, annuel, qui a été déjà communiqué. Nous avons maintenant bien compris que ce grand chambardement toucherait son terme en 2019, mais d'ici 2019, quelles sont les échéances précises (consultation des instances du dialogue social, déménagements à tiroirs, travaux etc.) ?
- des chiffres, eux aussi précis : pour commencer, le nombre EXACT d'agents présents sur les sites des Bons-Enfants, du Quadrilatère, de Pyramides et de Saint-Cyr ;
- le nombre de postes de travail fixes et les postes dits « de passage » sur ces quatre sites ;
- les m<sup>2</sup> et m<sup>3</sup> occupés ;
- les m<sup>2</sup> et m<sup>3</sup> susceptibles d'être récupérés.

Nous avons également demandé un état des lieux des associations (comme le Conseil international des Archives) et autres opérateurs (comme le Musée Picasso Paris) présents sur le Quadrilatère.

Nous avons déjà fait connaître notre préférence pour le scénario patrimonial contre le scénario de l'éloignement en banlieue. Néanmoins, nous avons également précisé que ce scénario devait être celui du binôme Administration centrale / Archives nationales. Nous avons toujours précisé que nous refuserions toute installation ou extension d'un « opérateur » déjà présent qui entraînerait le démantèlement de magasins d'archives et la sur-densification des espaces de travail des agents sur le Quadrilatère. La relocalisation sera déjà suffisamment complexe pour ne pas ajouter d'autres paramètres.

Or, sur ce sujet, l'administration a décidé de mentir aux organisations syndicales et aux agents puisque le 30 août dernier, le secrétariat général du MCC a donné un avis favorable à l'installation « pérenne » des équipes du Musée Picasso au Quadrilatère des Archives. Sur la base d'un ratio de 10,5 m<sup>2</sup> par agent, le Musée prévoit de rassembler ces équipes (28 personnes avec « augmentation d'effectifs prévisible ») en un lieu unique, regroupant les bureaux et la bibliothèque, et de « fondre le centre d'études picassiennes avec le CARAN » ! Précisons à toutes fins utiles que le centre d'études picassiennes... n'existe pas encore ; mais foin des besoins des Archives et de leurs lecteurs (rappelons ici que CARAN signifie Centre d'accueil et de recherches des AN), sans parler des conditions de travail des agents du ministère !

Le Ministère a choisi de jouer à la transparence à la petite semaine, communiquant ce qu'il veut bien communiquer et faisant obstruction sur bien des sujets qui permettraient de comprendre ce qui se passe réellement. Exemple de choses entendues en CHSCT d'administration centrale sur le devenir de la partie orientale du Quadrilatère (bâtiments Boisgelin et Minutier) : « Ah, mais cette zone ne relève pas du SPSI ! ». Côté CT Archives, le refrain est celui-ci : « Halte-là, c'est un sujet secrétariat général ! »

Quelqu'un a-t-il donc compétence sur ces mètres carrés ??

Aujourd'hui, malgré notre attachement à ce scénario, nous ne pouvons que douter de la sincérité de ce projet, de sa faisabilité dans le calendrier annoncé et surtout de la volonté de garantir aux Archives nationales tous les moyens d'assurer leurs missions sur le site. Il semblerait que les engagements pris ne soient que de la poudre aux yeux et que la location/vente à la découpe ait bel et bien commencé !

Le devenir de la partie orientale du Quadrilatère intéressant à la fois l'administration centrale, le SCN Archives nationales et un établissement public (musée Picasso), l'intersyndicale demandera la mise à l'ordre du jour de cette question lors du Comité technique ministériel du prochain CTM.

L'intersyndicale CFDT-Culture, CFTC, CGC, UNSA  
Paris, le 25 novembre 2016